



Département des Côtes d'Armor
Arrondissement de Saint-Brieuc

COMMUNE DE PLOUFRAGAN

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2021

Convocation du 10 décembre 2021
Compte rendu affiché le 22 décembre 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le dix-sept décembre, à 17h00, le Conseil Municipal de la commune de PLOUFRAGAN s'est réuni en session ordinaire, à l'hôtel de ville, après convocation légale, sous la présidence de M. Rémy MOULIN, Maire

PRESENTS : Rémy MOULIN, Christine ORAIN-GROVALET, Bruno BEUZIT, Pascale GALLERNE, Pascal DUBRUNFAUT, Annie LABBE, Anthony DECRETON, Xavier BIZOT, Viviane BOULIN, Patrick COSSON, Mari COURTAS, Romuald LABARRE, Annick MOISAN, Marie-Ange LE FLANCHEC, Michel JUHEL, Emmanuel LE NOA, Julie LEMAIRE, Pierre-Jean SALAUN, Séverine TRETON, Luc STRIDE, Céline PESTEL, Pierre-Yves BRUNEL, Pascale LABBE, David ROUALEN, Marie-Hélène PASCO, Paul PERSONNIC et Martial COLLET

ABSENTS : Maryse LAURENT (donne pouvoir à Marie-Ange LE FLANCHEC)
Gabrielle GOUEDARD (donne pouvoir à Bruno BEUZIT)
Maxime LE CRONC (donne pouvoir à Annie LABBE)
Jean-Pierre HAMON (donne pouvoir à Marie-Hélène PASCO)
Claudine PERROT (donne pouvoir à Paul PERSONNIC)
Yann LE GUEDARD

SECRETAIRE DE SEANCE : Annie LABBE

Membres en exercice : 33

Présents : 27

Votants : 32

FINANCES

2021-329 BUDGET PRIMITIF 2022

Présentation du budget primitif par Mme Viviane BOULIN

Le budget primitif 2022 a été étudié lors des commissions de finances des :

- 22 septembre 2021
- 11 octobre 2021

La commission de finances propose d'arrêter le budget aux montants suivants :

| BUDGET | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT |
|---------|----------------|-----------------|
| COMMUNE | 4 629 925,00 € | 14 057 163,00 € |

TOTAL GENERAL = 18 687 088,00€

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

| | | | |
|---|--|----------------------------|-------|
|  | REMBOURSEMENT CAPITAL DES EMPRUNTS | 414 360,00 | 11,2% |
| | ETUDES | 180 000,00 | 4,9% |
|  | ACQUISITIONS FONCIERES | 423 100,00 | 11,4% |
|  | ACQUISITION DE MATERIEL | 378 675,00 | 10,2% |
|  | TRAVAUX DE BATIMENTS | 650 500,00 | 17,6% |
|  | TRAVAUX DE VOIRIE | 536 000,00 | 14,5% |
|  | TRAVAUX ESPACES VERTS | 70 600,00 | 1,9% |
| | AUTRES DEPENSES DONT RENOVATION URBAINE | 1 054 900,00 921 000,00 | 28,4% |



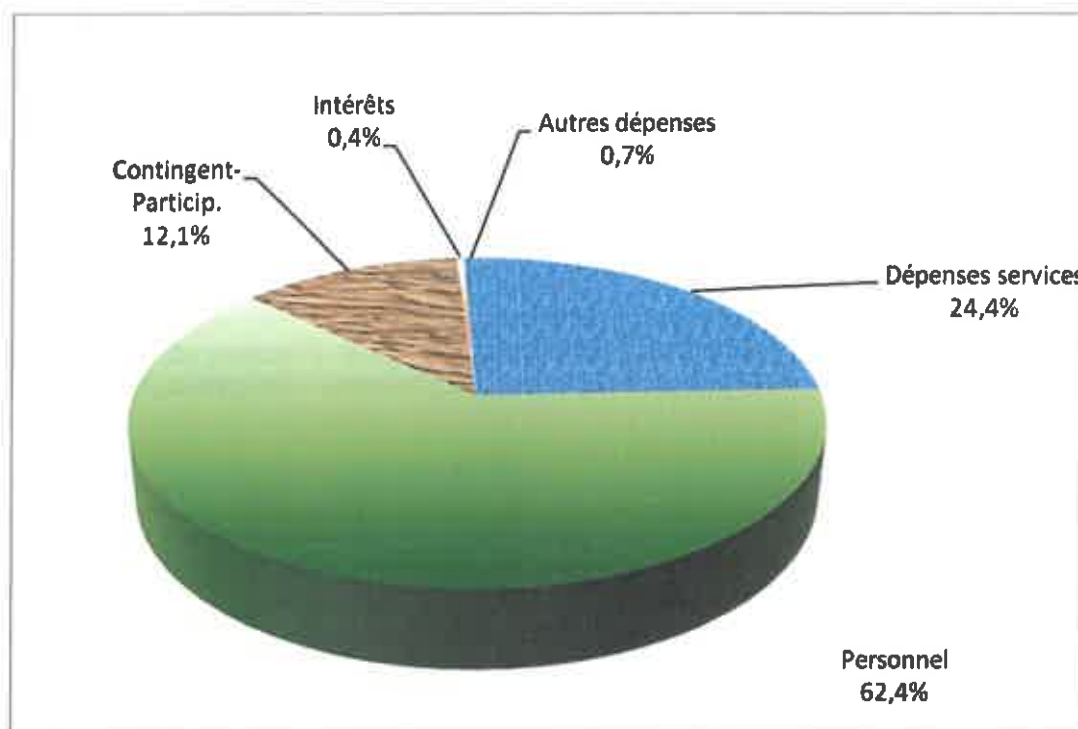
TOTAL: 3 708 135,00 €

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

| | |
|-------------------------------|-----------------------|
| Fonds de compensation TVA | 465 000,00 (11,8%) |
| Subventions et participations | 155 200,00 (3,9%) |
| Emprunt | 1 007 965,00 (25,5%) |
| Autres recettes | 801 000,00 (20,3%) |
| Autofinancement | 1 520 760,00 (38,5%) |
| | 3 949 925,00 € |

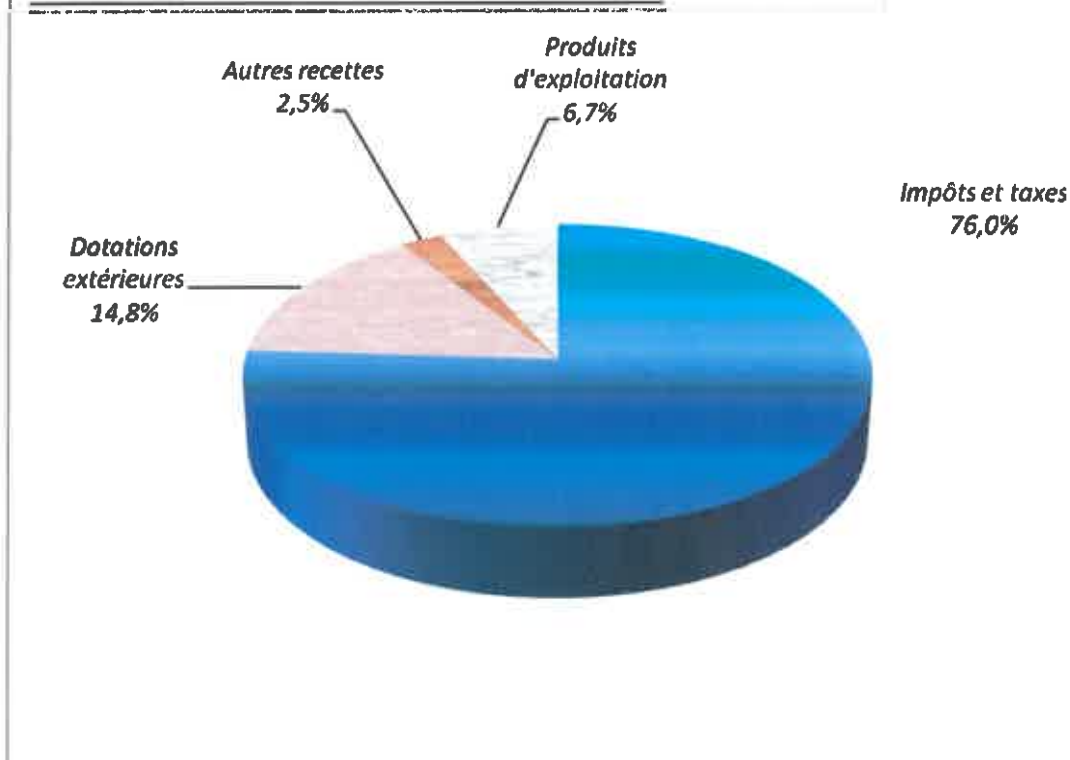
FONCTIONNEMENT – BP 2022

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT



12 464 705,37 €

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT



13 830 373,00 €

COMMENTAIRES SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

**(, %) : part représentative du budget de fonctionnement (mouvements réels)*

Chapitre 011 : charges à caractère général (24,4 %)*

Ce chapitre comprend :

- les achats et variations des stocks de matières (chapitre 60) : fluides, alimentation, consommables, petit matériel, habillement, fournitures de voirie, fournitures de bureau, fournitures scolaires, produits d'entretien ménagers,
- les charges externes (chapitres 61 et 62) : prestations de services (balayage, curage, désherbage...), location de matériels et bâtiments, entretien externe en bâtiments, voies, réseaux, terrains et matériels, contrats de maintenance, primes d'assurances, documentation générale, formation du personnel, cérémonies et animations, imprimés et bulletin municipal, affranchissement et téléphone, cotisations à des organismes ; en particulier à compter de 2017 le personnel informatique qui intègre les effectifs du service commun de Saint-Brieuc Agglomération ainsi que des dépenses mutualisées,
- les impôts ou taxes non calculés sur les rémunérations (chapitre 63) : taxes foncières, taxe à l'essieu.

Chapitre 012 : charges de personnel (62,4 %)

Ce chapitre comprend :

- le personnel extérieur au service (article 6218),
- les versements calculés sur les rémunérations (chapitre 63),
- les charges de personnel (chapitre 64).

Il tient compte :

- de la variation du traitement indiciaire des agents selon un tableau de déroulement de carrière (GVT),
- de la variation du temps de travail (temps partiel et augmentation de la durée hebdomadaire de service),
- des charges sociales au taux global de 55,90 % pour le régime spécial et 43,49 % pour le régime général (taux 2021 connus au moment de la prévision du BP 2022).

A noter à compter du 1^{er} janvier 2017, la création du service commun informatique au niveau de Saint-Brieuc Agglomération, ce qui implique que la dépense du personnel informatique n'est plus imputée comptablement sur le chapitre 012 (puisque ce ne sont plus des agents municipaux de Ploufragan) mais sur le chapitre 011.

Chapitre 014 : atténuations de produits (0,0 %)

Ce chapitre concerne notamment le reversement de frais de publicité en cas de cession par la ville.

Chapitre 65 : autres charges de gestion courante (12,1 %)

Ce chapitre comprend :

- les indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux,
- les frais de formation des élus,
- les conventions avec l'OGEC et l'APEL de l'école Ste-Anne,
- les frais pour les enfants scolarisés à l'extérieur,
- les subventions au CCAS (970 000 € comme au BP 2021) et aux associations (sociales, sportives, enfance jeunesse, culturelles, vie associative, classes de nature : 114 813 € pour le BP 2022 ; 114 973 € pour le BP 2021).

Chapitre 66 : charges financières (0,4 %)

Ce chapitre concerne les intérêts des emprunts des contrats actuels (état de la dette : 48 732 €).

Chapitre 67 : charges exceptionnelles (0,7 %)

Ce chapitre comprend les prix (bourses jeunes), les pénalités, les subventions exceptionnelles en particulier humanitaires et les régularisations de rattachement de recettes.

Chapitre 022 : dépenses imprévues

Provision pour dépenses imprévues : 71 697,63 € (limitée à 7,5 % du budget).

Ce chapitre participe au respect du principe comptable de l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement. L'affectation budgétaire de ce crédit peut faire l'objet, soit d'une délibération du Conseil Municipal, soit d'un arrêté du Maire qui, dans ce cas, doit rendre compte au Conseil Municipal de son utilisation.

Chapitre 023 : virement à la section d'investissement

Ce chapitre regroupe l'autofinancement complémentaire nécessaire au remboursement du capital des emprunts, au financement des dépenses d'équipement et à couvrir une provision pour dépenses imprévues en investissement, soit un montant de 680 000,00 €.

Chapitre 042 : opérations d'ordre de transferts entre sections

Ce chapitre concerne les amortissements et les provisions rendus obligatoires par l'instruction comptable M14 :

| | |
|--|------------------|
| - amortissements d'études | 22 156 € |
| - amortissements logiciels | 23 262 € |
| - amortissements biens matériels amortissables | 337 765 € |
| - amortissements bâtiments (mis en location) | 74 965 € |
| - amortissements fonds de concours | 375 240 € |
| - amortissement de terrains aménagés | 7 372 € |
| TOTAL | 840 760 € |

Les prévisions de dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 12 464 705,37€ contre 12 257 819,62€ au BP 2021 (+1,7 %).

Remarque : compte tenu de la baisse de la part dotation forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) des années passées et l'impact de la crise sanitaire COVID-19, les prévisions de dépenses 2022 ont été étudiées au plus près afin de préserver de l'épargne nette pour pouvoir investir à l'avenir.

Cette évolution est liée :

| | |
|--------------------------------------|---------|
| - aux dépenses de services | +37 K€ |
| - aux charges de personnel | +133 K€ |
| - aux intérêts des emprunts | - 18 K€ |
| - à la subvention CCAS | stable |
| - aux charges de gestion courante | + 3 K€ |
| - aux autres charges exceptionnelles | + 52 K€ |

COMMENTAIRES SUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 013 : atténuations de charges (1,8 %)

Ce chapitre comprend : les remboursements sur rémunération du personnel (maladie, virement de budgets annexes).

Chapitre 70 : produits des services, du domaine et ventes diverses (8,7 %)

Ce chapitre concerne :

- concessions cimetières et redevances funéraires
- régie de recettes de la médiathèque et du centre culturel
- régie de recettes de restauration collective dont la fourniture de repas pour le portage, de jeunesse-éducation
- remboursements de frais par les budgets annexes
- redevance d'occupation du domaine public et droits de place
- surveillance de lotissements.

Chapitre 73 : Impôts et taxes (76,0 %)

Ce chapitre concerne diverses taxes (taxes sur les pylônes, taxe locale sur la publicité extérieure, droits de mutation), la fiscalité locale (impôts ménages) et les dotations versées par Saint-Brieuc Armor Agglomération. A noter : à compter de 2021, les compensations fiscales de taxe d'habitation sont intégrées aux contributions directes suite à la réforme de la taxe d'habitation.

* *article 73111* : les contributions directes : les bases des taxes locales sont actualisées forfaitairement par application aux valeurs locatives foncières de coefficients de majoration définis à l'article 1518 bis du Code Général des Impôts et estimés pour 2022 par vote de la loi de finances à :

- . 1,0% pour les propriétés non bâties
- . 1,0% pour les immeubles industriels
- . 1,0% pour l'ensemble des autres propriétés bâties.

Les bases estimées par nos services s'établissent à :

- taxe d'habitation : 573 185 (+ 0,0 % *estimation évolution physique*)
- foncier bâti : 14 301 803 (+ 1,0 % *estimation évolution physique, locaux d'habitation, +0,5% locaux industriels & commerciaux*)
- foncier non bâti : 138 168 (+ 0,0 % *estimation évolution physique*)

Après examen du budget primitif, la commission de finances a déterminé le produit fiscal nécessaire à l'équilibre de ce budget. Ce produit s'élève à 7 502 008 € pour les 3 impositions locales (auxquelles se rajoutent les compensations fiscales de l'Etat et les dotations versées par Saint-Brieuc Armor Agglomération) sur la base d'un maintien des taux ménages votés en 2017 et l'intégration du taux départemental du foncier bâti conformément à la réforme de la taxe d'habitation à compter de 2021 soit :

| | |
|-------------------------------|--|
| - taxe d'habitation | : 22,40 % |
| - foncier bâti ⁽¹⁾ | : 22,79 % (taux communal) + 19,53% (taux départemental) soit au total : 42,32% |
| - foncier non bâti | : 86,80 % |

Avec la mise en place de la nouvelle intercommunalité, nous avons dû harmoniser nos taux en 2017 (CM avril 2017) afin d'assurer la neutralité fiscale sur le territoire. A noter que les différents taux ont été modifiés sur le territoire en plus ou en moins et que cela est compensé par l'allocation compensatrice (AC) versée par Saint-Brieuc Agglomération afin de neutraliser les hausses ou les baisses dans les budgets des communes. La diminution des produits de fiscalité proprement dits est compensée par une augmentation des AC dues et vice versa.

(1) A compter de 2021, la part départementale de la taxe foncière est transférée aux communes et l'Etat compensera aux communes la différence entre la recette de la taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée au moyen d'un coefficient correcteur. Pour Ploufragan, ce coefficient est 0,1865 représentant un montant de 1 202 162€ du produit fiscal estimé pour 2022.

Les dotations de Saint-Brieuc Armor Agglomération (SBAA) :

*** article 7321 : allocation compensatrice**

La transformation du District du Pays de Saint-Brieuc en communauté d'agglomération par application de la loi Chevènement du 12.07.1999 a pour effet, entre autres, de créer une taxe professionnelle unique qui est collectée exclusivement par Saint-Brieuc Armor Agglomération.

Les communes perçoivent, au titre de la taxe professionnelle, une dotation d'allocation compensatrice (DAC) versée par Saint-Brieuc Agglomération et équivalente au produit T.P. de 1999 corrigé des nouveaux transferts de compétences :

| | |
|---|--------------------|
| T.P. de 1999 | 2 283 998 € |
| + compensation pour réduction embauche-investissement | 39 694 € |
| - transfert 2006 : zone artisanale du Sabot | - 5 925 € |
| + transfert 2011 : eaux et assainissement année 2019 | - 24 176 € |
| + transfert 2012 : terrain des gens du voyage année 2016 | 0 € |
| + transfert 2013 : RPAM | - 6 588 € |
| | ----- |
| allocation compensatrice (*) = | 2 287 003 € |
| + compensation liée à la baisse des impôts ménages (estimée) | + 80 034 € |
| + PLUI | -19 304 € |
| + application du PACTE (période 2021-2026) abandon de la neutralisation des écarts de FPIC & de DGF créée suite au nouveau périmètre de l'intercommunalité (ancien pacte 2017-2020) | 0 € |
| - Réfaction pour déficit structurel CIAS | - 48 091 € |
| - Participation cotisation ARIC | - 158 € |
| - PLU charges 2020 | - 8 729 € |
| + PLU FCTVA | +1 432 € |
| | ----- |
| allocation compensatrice totale | 2 292 187 € |

(*) Cette dotation est forfaitisée pour l'avenir sauf nouveaux transferts de compétences.

*** article 7322 : fonds communautaire de fonctionnement (F.C.F.)**

Le conseil communautaire de Saint-Brieuc Agglomération a adopté le 17 décembre 2009 un nouveau Pacte de Solidarité Territoriale, Financière et Fiscale qui a été validé au conseil municipal de Ploufragan le 16 mars 2010.

Ce pacte prévoit de maintenir une Dotation d'Allocation Compensatrice (DAC) mais aussi de créer un Fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF) qui regroupera deux anciennes dotations pour un montant défini chaque année dans la convention.

A noter que ce pacte s'est achevé au 31/12/2014.

Montant 2015 : 220 000 € (le pacte a été reconduit pour 1 an).

Un nouveau pacte a été signé pour **2016-2017** avec un montant recalculé sur la base de nouveaux critères fixant son niveau à **197 590€**.

Le nouveau périmètre de l'intercommunalité de 13 communes à 32 communes a entraîné la signature d'un nouveau pacte dès 2017. Dans ce pacte, le montant FCF a changé et est calculé sur la base d'une moyenne de 13,18€ par habitant, soit **159 451€ pour 2017 et 2018. Ce montant a été reconduit pour 2019 et 2020** car le pacte a été prorogé jusqu'à fin 2020. Un nouveau pacte pour la période 2021 à 2026 a été signé en 2021 fixant le FCF à **125 554 € à compter de 2022.**

*** article 7351 : taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)**

A compter de 2021, la TCCFE conserve la même dénomination mais devient une majoration de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE). Les valeurs possibles de coefficients multiplicateurs sont réduites à 4 - 6 - 8 et 8,5. Lorsque la taxe est perçue par un syndicat ultramarin, les valeurs possibles sont 4 - 6 - 8 - 8,5 - 10 et 12. Si aucune délibération n'avait été prise précédemment pour instaurer un coefficient multiplicateur ou si le coefficient adopté antérieurement est inférieur aux valeurs précitées, c'est le coefficient multiplicateur minimum de 4 qui s'applique dès 2021 sans qu'une nouvelle délibération ne soit requise.

Pour la taxe perçue en 2022, les coefficients multiplicateurs adoptés avant le 1^{er} juillet 2021 devront être choisis parmi les valeurs suivantes : 6 - 8 ou 8,5. Lorsque la taxe est perçue par un syndicat ultramarin, les valeurs possibles sont 6 - 8 - 8,5 - 10 et 12. De même, si le coefficient adopté antérieurement est inférieur aux valeurs précitées, c'est le coefficient multiplicateur minimum de 6 qui s'applique pour 2022. C'est le coefficient de 6 qui s'applique pour Ploufragan.

Pour 2022, l'estimation s'élève à **120 000€.**

Chapitre 74 : dotations, subventions, participations (14,8 %)

Ce chapitre comprend :

* articles 7411, 74123 et 74127 : la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.). Le régime de la D.G.F. est modifié à compter de 2005 et se compose de trois éléments :

- la dotation forfaitaire

| | |
|--|----------------------|
| Dotation forfaitaire 2020 (réelle) | 859 440 |
| Variation de population* | 0 |
| Variation besoin de financement dotation forfaitaire | - 16 730 |
| Prélèvement pour rétablissement des comptes publics | 0 |
| | ----- |
| | 842 711 |
| | -1,9 % / 2021 |

(évolution de BP 2021 dotation forfaitaire estimée à 870 533€ à BP 2022 dotation estimée à 842 711€ soit – 3,2%)

(*) hypothèse de l'évolution de la population à 11 850 (soit 0 par rapport à 2021)

La présentation du *Projet de Loi de Finances 2015* indiquait la diminution des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales avec une baisse de 6,5% de l'enveloppe normée en 2015 (soit moins 3,67 milliards d'euros). Une baisse identique a eu lieu en 2016. Pour 2017, cette baisse pour le bloc communal a été diminuée de moitié par rapport à 2016. Pour 2018, pas de contribution au redressement des finances publiques. La *Loi de Finances 2018* est présentée comme mettant fin à la spirale de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales. En 2019, pas de baisses comme les dernières années, et pour 2020, 2021 et 2022 pas de nouvelles baisses.

- la dotation d'aménagement qui englobe la D.G.F. des groupements, la dotation de solidarité rurale (D.S.R.) et la dotation de solidarité urbaine (D.S.U.) qui nous concerne ; la D.S.U. est calculée à partir d'un indice synthétique = (potentiel financier x 0,45 + logements sociaux x 0,15 + bénéficiaires de l'allocation logement x 0,30 + revenu moyen par habitant x 0,10) x population x effort fiscal plafonné à 1,3 x valeur du point x coefficient de majoration.

Montant estimé à 379 675 € en 2022

- la dotation nationale de péréquation (anciennement fonds national de péréquation) qui tient compte du potentiel financier et de l'effort fiscal.

Montant estimé à 202 806 € en 2022

*** article 744 : FCTVA**

Les dépenses d'entretien de voirie et de bâtiment sont éligibles au FCTVA (1^{er} versement en 2017 au titre des dépenses 2016).

Estimation pour 2022 : 4 800 €

*** articles 746 à 7478**

Les subventions de fonctionnement des services provenant de l'Etat, du Département, des communes ou de fonds structurels (ex : Office du lait, Caisse d'allocations familiales).

*** article 74833 : Etat : compensation au titre de la C.E.T.**

La D.C.T.P. comprend :

- ▶ le plafonnement du taux communal de TP de 1983 : ne concerne pas Ploufragan.
 - ▶ la réduction de la fraction imposable des salaires ramenée de 20 à 18 % et l'abattement général de 16 % des bases sont regroupés sous l'intitulé dotation unique spécifique à compter de 2012
- Total de l'article : 0€ à compter de 2018

*** article 74834 : Etat : compensation au titre des exonérations de taxes foncières**

- ▶ exonération de foncier non bâti (20% sur les terres agricoles) : 10 256 €
 - ▶ exonération de foncier bâti logements sociaux : 9 882€
 - ▶ compensation abattement de foncier bâti (30%) dans les quartiers prioritaires de la ville : 24 846€
 - ▶ compensation par l'Etat des transformations en exonérations des dégrèvements totaux sur les propriétés bâties pour les personnes non imposables sur le revenu = bases exonérées n-1 x taux FB 1991 (commune 14,49 % + district 1,53 %) x taux DCTP LdF : 6 399 €
 - ▶ compensation par l'Etat à compter de 2021 liée à la réduction de 50% des bases des établissements industriels & commerciaux : bases * taux FB 2020 soit pour 2022 : 916 794 * 42.32% = 387 987 €
- Total de l'article : 439 370 €

*** article 74835 : Etat : compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation**

Compensation par l'Etat des transformations en exonérations des dégrèvements totaux sur la taxe d'habitation pour les personnes non imposables sur le revenu sauf RMI = bases exonérées n-1 x taux communal TH 1991 (20,32 %)
Bases TH x 20,32 % soit en 2020 : 481 723€ perçus.

Avec la suppression de la TH sur les résidences principales, cette compensation est intégrée aux impôts ménages (article 73111) et ne figure donc plus dans les lignes comptables des compensations à compter de 2021.

*** article 7484 : dotation de recensement** : forfait versé par l'Etat au titre des remboursements de frais liés aux opérations de recensement de la population.

* article 7485 : dotation pour les titres sécurisés : forfait versé par l'Etat pour le traitement des passeports biométriques et les cartes nationales d'identité.

Chapitre 75 : autres produits de gestion courante (0,7 %)

Ce chapitre concerne principalement les loyers des immeubles, des remboursements de frais venant d'autres budgets locaux et la redevance de l'antenne communautaire de Bel Air.

Chapitre 76 : produits financiers (0,0 %)

Chapitre 77 : produits exceptionnels (0,0 %)

Ce chapitre répertorie les mandats annulés sur exercices antérieurs et les écarts de rattachement sur les dépenses.

Chapitre 78 : reprises sur amortissements et provisions (0,0 %)

Chapitre 042 : opérations d'ordre de transferts entre sections

Ce chapitre concerne les travaux en régie (219 300 €) et l'amortissement obligatoire des subventions d'équipement qui ont financé des biens matériels.

Chapitre 002 : excédent de fonctionnement reporté

L'excédent net de fonctionnement cumulé au 31.12.2021 sera repris au budget supplémentaire 2022 après le vote du compte administratif 2021.

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement évoluent par rapport au BP 2021 (13 830 373 € contre 13 485 225,69 €) soit + 2,6%.

Cette évolution est liée :

| | |
|---|----------|
| - aux produits des services | + 25 K€ |
| - aux compensations fiscales | + 406 K€ |
| - aux produits des impôts ménages | - 273 K€ |
| - aux dotations Saint-Brieuc Armor Agglomération | + 14 K€ |
| - à la dotation globale de fonctionnement (D.F., D.S.U. & D.N.P.) | - 21 K€ |
| - aux subventions de fonctionnement | + 54 K€ |
| - aux droits de mutation | + 20 K€ |
| - taxe sur la consommation finale d'électricité | +120 K€ |

Evolution section de fonctionnement dépenses

| | CA2019 | CA2019/C A2018 | CA 2020 | CA2020/C A2019 | BP 2021 | BP2021/C A2020 | BP 2022 | BP2022/BP 2021 | BP2022/CA2019 avec inflation | sans inflation |
|--|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|
| DEPENSES REELLES | 11 489 238,91 | 0,2% | 11 121 832,88 | -3,2% | 12 257 819,62 | 10,2% | 12 464 705,27 | 1,7% | 975 466,36 | 8,5% |
| CHAPITRE 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 608 615,66 | 4,7% | 2 451 172,90 | -6,0% | 3 009 245,62 | 22,8% | 3 045 986,27 | 1,2% | 437 370,61 | 16,8% |
| CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL | 7 300 537,31 | -0,8% | 7 075 196,65 | -3,1% | 7 653 400,00 | 8,2% | 7 786 400,00 | 1,7% | 485 862,69 | 6,7% |
| CHAPITRE 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS | 40,00 | | 1 023,00 | | 70,00 | -93,2% | | -100,0% | 40,00 | -100,0% |
| CHAPITRE 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURAN | 1 451 656,42 | 0,0% | 1 500 200,58 | 3,3% | 1 497 808,00 | -0,2% | 1 500 647,00 | 0,2% | 48 990,58 | 3,4% |
| CHAPITRE 66 CHARGES FINANCIERES | 92 532,96 | -30,4% | 75 099,21 | -18,8% | 67 890,00 | -9,6% | 50 132,00 | -26,2% | 42 400,96 | -45,8% |
| CHAPITRE 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 35 856,56 | 34,4% | 19 140,54 | -46,6% | 29 406,00 | 53,6% | 81 540,00 | 177,3% | 45 683,44 | 127,4% |

Compte tenu de la baisse des dotations, des efforts ont été entrepris afin de limiter voire de baisser les dépenses de fonctionnement au niveau de l'ensemble de services de la ville. (A noter que le service base de loisirs a été supprimé à l'été 2015).

Evolution section de fonctionnement recettes

| | CA 2019 | CA2019/CA 2018 | CA 2020 | CA2020/CA 2019 | BP 2021 | BP2021/C A2020 | BP 2022 | BP2022/BP 2021 | BP2022/2019 avec inflation | sans Inflation | |
|------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|----------------------------|-------------------|-------|
| RECETTES REELLES | 13 587 564,45 | 0,0% | 13 540 876,44 | -0,3% | 13 485 225,69 | -0,4% | 13 830 373,00 | 2,6% | 242 808,55 | 1,8% | -3,2% |
| CHAPITRE 013 | 303 278,71 | -17,0% | 323 808,38 | 6,8% | 242 000,00 | -25,3% | 242 000,00 | -25,3% | -123 267,17 | -20,2% | |
| CHAPITRE 70 | 968 300,36 | 2,5% | 751 822,14 | -22,4% | 902 544,50 | 20,0% | 927 145,00 | 20,0% | -42 139,79 | -4,3% | |
| CHAPITRE 73 | 10 095 588,36 | 0,8% | 10 145 721,84 | 0,5% | 10 631 437,00 | 4,8% | 10 512 541,00 | 4,8% | 612 605,74 | 4,1% | |
| CHAPITRE 74 | 2 082 128,39 | 0,5% | 2 100 162,20 | 0,9% | 1 613 861,29 | -23,2% | 2 052 843,00 | -23,2% | -457 313,71 | -1,4% | |
| CHAPITRE 75 | 102 254,82 | 7,1% | 85 743,66 | -16,1% | 95 382,90 | 11,2% | 95 844,00 | 11,2% | -130,88 | -5,3% | |
| CHAPITRE 77 | 36 013,81 | -59,9% | 133 618,21 | 271,0% | | -100,0% | | | -89 885,68 | -100,0% | |
| CHAPITRE 78 | | | | | | | | | 0,00 | | |
| | | | | | | | | | 0,00 | | |

ANNEXE 1 – Evolution de la population

| Population | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Population recensée de n-1 | 11 764 | 11 899 | 11 768 | 11 898 | 11 850 |
| + Variation de population | -65 | 69 | 130 | -48 | 0 |
| = Population recensée | 11 699 | 11 768 | 11 898 | 11 850 | 11 850 |
| Résidences secondaires | 67 | 54 | 46 | 39 | 39 |
| Nombre de places de caravanes | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| Population totale | 11 699 | 11 768 | 11 898 | 11 850 | 11 850 |
| + Résidences secondaires | 67 | 54 | 46 | 39 | 39 |
| + Majoration places de caravanes | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| + Majoration recensement rénové | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| = Population DGF | 11 782 | 11 838 | 11 960 | 11 905 | 11 905 |
| dont Population en QPV | 1 031 | 1 031 | 1 031 | 1 031 | 1 031 |
| dont Population en ZFU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

(dernier chiffre connu au moment du BP)

ANNEXE 2

| | |
|---|---------------------------------|
| N° INSEE : 22215 - Commune de PLOUFRAGAN | BUDGET PRIMITIF 2022 |
|---|---------------------------------|

| | |
|---|----------|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|--|---------|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) (1) | 11850 |
| Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 in fine) | 39 |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor | |
| | |

(1) Population totale INSEE connue au 01/01/2021

| Informations fiscales N-2 (1) | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------|-------------------|---|
| | Potentiel fiscal et financier | | Valeurs par hab. | Moyennes nationales du |
| | Fiscal | Financier | (population DGF)* | Potentiel Financier par habitant de la strate |
| 3 taxes | 7832678.00 | | 657.93 | |
| Taxe professionnelle | | | NC | |
| 4 taxes | 10834418.00 | 11679229.00 | 910.07 | 1 157,148799 |

*Fiche DGF reçue en 2021 : Population DGF = 11905

| Informations financières - ratios (2) | | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---------------------------------------|---|---------|--------------------------------------|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1033 | 1093 |
| 2 | Produits des impositions directes / population | 633 | 583 |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1148 | 1295 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut / population | 296 | 358 |
| 5 | Encours de dette / population | 280 | 869 |
| 6 | Dotations globales de fonctionnement / population | 120 | 175 |
| 7 | Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonct. | 63,6% | 59,3% |
| 8 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement | 93,1% | 91,3% |
| 9 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 25,8% | 27,7% |
| 10 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 24,4% | 67,1% |

Dans l'ensemble des tableaux les cases grises ne doivent pas être remplies.

(*) Population connue en 2021 au moment du SP 2022

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L.2534-4 du CGCT qui figure sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmises par les services préfectoraux)

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus (cf articles L.2513-1, L.2513-2, R.2513-1, R.2513-2 et R.5211-15 du CGCT)

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Source : DGCL : Ratios financiers communaux par strate de population en 2019

(4) Le CMFF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

- par 27 voix

- et 5 abstentions (Marie-Hélène PASCO et son pouvoir Jean-Pierre HAMON, Paul PERSONNIC et son pouvoir Claudine PERROT, Martial COLLET)

- **APPROUVE** le budget primitif 2022 proposé de la commune.

Pour extrait conforme,
A Ploufragan, le 22 décembre 2021,
Le Maire
Rémy MOULIN

